

LES MEMBRES DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »



01 45 49 52 21 / contre.la.traite@secours-catholique.org / www.contrelatraite.org



COMPTE-RENDU DE LA REUNION PLENIERE DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »

Du vendredi 09 avril 2018, au Secours Catholique, 106 Rue du Bac, 75007 Paris

Paris, le 18 avril 2018

A l'ordre du jour

1 Nouvelles des associations

2. Point sur le plaidoyer relatif à l'inquiétude de la société civile sur l'absence de politique française en matière de lutte contre la traite des êtres humains et les formes contemporaines d'esclavage.
3. Commémoration du 10 mai : Journée commémorative de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine
4. Actualisation de la Charte du Collectif « Ensemble contre la Traite des êtres humains »

Prochaines réunions

Lundi 14 mai 2018, 10h-12h30 : réunion de travail sur le site internet www.contrelatraite.org et les réseaux sociaux ; au Secours Catholique, 106 rue du Bac, 75007 Paris.; Paris. Salle Nelson Mandela

Mardi 15 mai 2018: 14h-16h30 : Réunion plénière du Collectif, sur le plaidoyer ; au Secours Catholique, 106 rue du Bac, 75007 Paris. Salle Nelson Mandela

ATTENTION : pas de réunion le Mercredi 16 mai 2018

Coordination du Collectif "Ensemble contre la traite des êtres humains" : genevieve.colas@secours-catholique.org + 33 6 71 00 69 90 ;
Compte-rendu de la réunion du 9 avril 2018 : Marie-Elisabeth Lafaille

www.contrelatraite.org

COMPTE-RENDU DE LA REUNION PLENIERE DU 9 AVRIL 2018

1 NOUVELLES DES ASSOCIATIONS

L'Amicale du Nid a été reçue à l'Élysée par une conseillère du Président de la République. L'Amicale du Nid a renouvelé une série de demandes concernant le peu de prise en compte de la traite des êtres humains dans les projets de loi en cours, ainsi que celle concernant l'absence actuelle de Plan national de lutte contre la traite des êtres humains. Madame Ben Soussan n'a pas pu apporter de réponse précise.

Jeudi 5 avril après-midi, une rencontre a eu lieu à Nice autour des films #INVISIBLES et #DEVENIR, sur le thème de la traite des enfants. Préparée en lien avec le réseau Ac.Sé, l'association ALC NICE, le Secours Catholique, l'OICEM, la MIPROF, l'OIM... elle a réuni environ 130 personnes. Parmi les interventions, celle de l'OICEM (pour insister sur le fait que la traite existe aussi en province et le contexte de la frontière italienne). Étaient présents Geneviève Colas, coordinatrice du Collectif, Guido Freddi, le réalisateur, et Ionut Stan de la délégation du Secours Catholique – Caritas France de Toulon, très impliqué avec des membres du groupe de Toulon dans l'élaboration du scénario, le tournage du film et la rédaction des documents. A cette occasion, la MIPROF a annoncé l'arrivée « prochaine » en son sein d'une nouvelle personne en charge de la lutte contre la traite des êtres humains.

Le mardi 5 juin aura lieu à Saint Malo (Ille-et-Vilaine), une rencontre avec projection des films #INVISIBLES et #DEVENIR. Les associations qui ont des réseaux sur place sont invitées à se faire connaître.

A suivre

*Pour la rencontre de Saint Malo le 5 juin, **contacter Geneviève Colas** pour y être associés si votre association a des relais sur place (**contact : en bas de ce document**).*

Ecpat France a fait part des suites du projet REACT réalisé l'année dernière à destination des mineurs non accompagnés, avec production d'une vidéo et d'une brochure traduite en 11 langues : [<http://ecpat-france.fr/projet-react-2404/>]

[Vidéo en français : <https://www.youtube.com/watch?v=aD2GYRdTUXg> Chaîne youtube projet REACT avec les versions dans toutes les langues déjà disponibles : <https://www.youtube.com/channel/UC2FdntMrLO1Tt3oiFUop3Fg>]

Ces outils ont été développés avec et pour les enfants c'est-à-dire que les messages proviennent de groupes de discussion avec des mineurs non accompagnés de diverses nationalités.

Suite à des retours très positifs des associations de terrain, celles-ci demandent à Ecpat France de proposer ces documents dans d'autres langues. Ecpat France souhaite donc traduire ces documents (vidéo et brochures) dans les langues ci-dessous :

Amharique – Arabe soudanais/Tchad – Bengali – Dioula – Kurde – Lingala – Malinké – Mandingue – Marocain ou algérien (Maghreb) – Ourdou – Peul – Somali – Soussou – Tigrinya – Wolof

Ecpat France recherche des mineurs ou jeunes adultes (qui seraient arrivés mineurs) pour enregistrer en studio (voir conditions ci-dessous).

A suivre :

Ecpat France recherche des mineurs ou jeunes adultes, garçons ou filles (qui seraient arrivés mineurs) pour enregistrer en studio. Il y a deux critères à respecter : ces mineurs/jeunes doivent être désormais dans une situation stable et protégée (car à la fin, la voix dit qu'il/elle va bien) et ils doivent maîtriser la lecture (car il faut lire le script lors de l'enregistrement). Le studio se trouve à Montreuil et les frais de déplacement (transport et nourriture si besoin) peuvent être pris en charge.

Les enfants qui ont participé à la première vague de traduction sont tous sortis très heureux de cette expérience : enregistrer leur voix dans un studio !

Contact : **Andréa Couzy** Chargée de projets et de plaidoyer ECPAT France Tel: 01.49.34.83.16 / 06.33.34.99.63
acouzy@ecpat-france.org www.ecpat-france.org / facebook ECPAT France

2. PLAIDOYER RELATIF A L'ABSENCE ACTUELLE DE POLITIQUE PUBLIQUE DE LA FRANCE CONCERNANT LA TRAITE DES ETRES HUMAINS

Suite à la réponse du chef de cabinet d'Emmanuel Macron, Président de la République (cf lettre du Collectif du 6 décembre 2017, réponse du chef de cabinet du 3 janvier 2018), de nouvelles lettres de plaidoyer ont été travaillées lors de précédentes réunions plénières du Collectif Ensemble contre la traite des êtres humains.

Un échange a eu lieu autour de la dénomination « formes contemporaines d'esclavage » qui avait été choisie lors d'une réunion de concertation précédente. Il a été souligné que cette mention peut être complémentaire de celle de traite des êtres humains. Elle est intéressante puisque dans ce domaine, les infractions sont complémentaires. D'autre part, pour des raisons de communication, il a semblé judicieux d'utiliser une terminologie dont les politiques se sont emparées récemment (Lybie). Il a été décidé par vote de maintenir cette formulation dans ces courriers [à voir en PJ, ainsi que la position du Collectif concernant l'EPU ou Examen périodique Universel de la France, ainsi que le projet de loi Asile et Immigration]. Cette décision n'empêchera pas la possibilité d'une réflexion autour de cette dénomination,

A suivre : Le courrier sera adressé à Edouard Philippe, Premier ministre, avec copie adressée à . M. François-Xavier Lauch, Chef de Cabinet du Président de la République française ; Mme Brigitte Bourguignon, Commission des Affaires Sociales de l'Assemblée Nationale ; Mme Marielle de Sarnez, Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale ; Madame Marlène Schiappa Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes ; Mme Elisabeth Moiron-Braud Secrétaire Générale de la Mission Interministérielle de lutte contre les Violences faites aux femmes et la traite des êtres humains ; Mme Christine Lazerges, Présidente de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme / Rapporteur national sur la traite pour la France ; M. Jacques Toubon Défenseur des Droits ; Mme Geneviève Avenard, Défenseure des Enfants ; M. François Croquette, Ambassadeur aux droits de l'Homme Chargé du suivi de l'Examen Périodique Universel de la France auprès de l'ONU ; M. Jean-Claude Brunet, Ambassadeur pour la lutte contre la criminalité organisée ; M. Alain Lamassoure Membre du Parlement Européen ; Mme Myria Vassiliadou Coordinatrice de l'Union européenne de la lutte contre la traite des êtres humains ; Mme Maria-Grazia Giammarinaro, Rapporteuse spéciale traite de l'ONU, Siobhan Mullally Présidente du GRETA du Conseil de l'Europe.

3. COMMEMORATIONS DU 10 MAI : JOURNEE DES MEMOIRES ET DE REFLEXION SUR LA TRAITE, L'ESCLAVAGE ET LEURS ABOLITIONS

On peut lire sur le site de l'Education nationale [www.education.gouv.fr/cid55593/journee-nationale-des-memoires-de-la-traite-de-l-esclavage-et-de-leurs-abolitions.html]

« Le 10 mai est la "journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leur abolition" depuis 2006. La France est le premier État et demeure le seul qui, à ce jour, ait déclaré la traite négrière et l'esclavage "**crime contre l'humanité**". Elle est également le seul État à avoir décrété **une journée nationale de commémoration**. À l'occasion de cette journée, des actions sont menées par l'Éducation nationale notamment dans les centres de documentation et dans les établissements scolaires. Il s'agit également d'**une journée de réflexion civique sur le respect de la dignité humaine et la notion de crime contre l'humanité.** »

Comment le Collectif Ensemble contre la traite des êtres humains peut-il faire entendre sa voix ? Alors que la France néglige ses engagements en matière de politique publique de lutte contre la traite des êtres humains, comment alerter une nouvelle fois l'opinion sur la traite des êtres humains et les formes contemporaines de l'esclavage ?

A suivre : Le Collectif Ensemble contre la traite des êtres humains va publier un communiqué de presse.
Projet joint à retourner pour le 30 avril 2018

4. ACTUALISATION DE LA CHARTE DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »

Depuis 2007, année de la constitution du Collectif Ensemble contre la traite des êtres humains, de nouveaux textes de lois sont entrés en vigueur au niveau national comme international. Il apparaît donc nécessaire d'actualiser la Charte du Collectif en intégrant en particulier ces évolutions législatives.

Le Mouvement du Nid, en lien avec l'ACPE et la Fondation Jean & Jeanne Scelles, a proposé une première reformulation. Celle-ci a fait l'objet d'une relecture dans le cadre de la réunion plénière du 9 avril 2018 et des aménagements ont été envisagés.

A suivre : *Chaque association est invitée à transmettre ses demandes de modifications ou son accord pour le 30 avril 2018.*

[cf pièce jointe Réunion plénière du Collectif Ensemble contre la traite des êtres humains 9 04 2018 - Propositions d'actualisation de la charte de 2007].

DATES A RETENIR EN PLUS DES REUNIONS DE TRAVAIL

- **Avril 2018** : Rencontres à l'ONU sur le pacte mondial migrations et sur le pacte mondial réfugiés
- **10 mai 2018** : Commémoration de l'abolition de l'esclavage
- **Juin 2018** : 38^e session du Conseil des droits de l'homme, réponses de la France
-

Documents en PJ

- Lettres de plaidoyer relatif à l'absence actuelle de politique publique de la France concernant la traite des êtres humains
- Position du Collectif concernant l'EPU ou Examen périodique Universel de la France,
- Position du Collectif sur le projet de loi Asile et Immigration
- Propositions d'actualisation de la charte de 2007, Réunion plénière du Collectif Ensemble contre la traite des êtres humains du 9 04 2018

Associations présentes à la réunion du 9 mars 2018

Etaient présents : **L'Amicale du Nid** : Hélène de Ruyg--**AFJ** : Marilou Gombert, stagiaire - **CCEM** : Annabel Canzian--**Ecpat France** : Andrea Couzy et Chloé Baur-- **La Cimade** : Violaine Husson - **Mouvement du Nid** : Pierre Albert - **Planète Enfants & Développement** : Camille Papin - **SOS Esclaves** : Catherine Le Moël - **Secours Catholique - Caritas France** : Marie-Elisabeth Lafaille et Océane Pichon, pour la **coordination du Collectif**, Geneviève Colas.

Rédaction du compte-rendu : Marie-Elisabeth LAFAILLE

Coordination du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » : Geneviève COLAS